

Le mouvement,
" la rue "

p. 4/5



2€ - N°3962 - Du 10 au 16 février 2023



Discrimination syndicale
Un employé menacé p.7

...ÉCRASEZ-VOUS
ET COUREZ PLUS
VITE, NULLARDS!!

l'Édito



Michel Marc
Rédacteur en chef

Pédagogie ! Pédagogie !

Étonnante rengaine que celle des ministres qui, inlassablement sur les plateaux télé ou dans les articles de presse évoquent, sans sourciller, la nécessaire pédagogie à mettre en œuvre. Droits dans leurs bottes et dans leurs convictions, eux, ils savent. Ils sont au-dessus. Mais pour qui se prennent-ils ? Disons-le, cela devient insupportable. Y croient-ils seulement ? Le peuple aurait donc mal lu ! Les salariés auraient du mal à comprendre, parce que c'est compliqué, mesdames messieurs ! « *Sans réforme, c'est*

la faillite ! ». Ce paternalisme grossier, pseudo-professoral commence à agacer, sérieusement. Disons-leur : « *Nous ne sommes plus des enfants. Nous allons tout vous dire* ». Messieurs les ministres, vous connaissez mal le sens des mots, et vous les confondez. On va vous expliquer. Vous employez mille fois les mots : inquiétude, angoisse, incompréhension, anxiété et peur, à mauvais escient. Cela vous amène naturellement à justifier la nécessaire pédagogie, voire la psycho-pédagogie. Mais votre diagnostic n'est pas le bon. Et vous le savez. Un seul mot caractérise les mobilisations d'aujourd'hui : *Dé-sac-cord ! Dé-sac-cord ! C'est pourtant simple. Et sachez que nous avons très bien compris votre réforme, celle qui refuse une fois pour toute et de façon presque dogmatique de mobiliser les moyens existant ailleurs que dans les poches et la sueur de ceux qui travaillent. D-É-S-A-C-C-O-R-D ! Vous entendez ?*

Annonces

Réforme des retraites.

Les femmes, grandes perdantes ?! (Débat organisé par le collectif droit des femmes)

Vendredi 10 février à 18h – Centro espagnol à Perpignan.

Samedi 11 février à 14h30 – Grande journée de mobilisation contre la retraite Borne/Macron à Perpignan.

El Soudaqui.

Rencontre autour de la monnaie locale complémentaire des P.-O.

Dimanche 12 février de 10h à 17h – Salle des fêtes à Bouleternère.

Débat public intersyndical sur les jeunes et la retraite

Judi 16 février à 17h30 – UPVD à Perpignan.

Visioconférence.

Quelle nouvelle phase de mondialisation ?

Judi 21 février à 18h30 – Voir détail et inscription sur <http://66.pcf.fr/123429>.

UPTC. Le dernier Aragon, un auteur pour le 21^{ème} siècle (conférence d'Olivier Barbarant)

Vendredi 24 février à 18h30 – Maison des communistes au 44 avenue de Prades à Perpignan.

LE 11 FÉVRIER
12H – PLACE DE LA VICTOIRE
REPAS – CONCERTS – DÉBATS
14H30 – DÉPART DE LA MANIFESTATION

Dimanche

12

Février 2023

à 15h

Rifle
TRADITIONNELLE
du Travailleur Catalan

25 PARTIES

De nombreux lots...

Paniers garnis, lots surprises

Loterie

Bar

Organisateurs

Association
Les AMIS du

TC

LE TRAVAILLEUR CATALAN

PCF

CARABANY

Centre Culturel Jean Ferrat

CABESTANY

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérante / Directrice de publication
Eulalie Arabia
Administrateur
Remi Cathala
Maquette Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet / © Delgé
Illustrations : © Delgé

Impression
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

La pluie, la pluie, la pluie ! Elle est la bienvenue dans le département



3 500 manifestants, des colères, une grande diversité, les entreprises publiques, des salariés du privé... et des jeunes, en nombre et créatifs. Il y avait de la joie et de la détermination dans ce cortège. Les manifestants reviendront samedi à 12h, avec d'autres. Ils seront plus nombreux.



© David Delorme



© Jean Pouech



© Jean Pouech



© Michèle Marc



© Yvon Huet



© Yvon Huet



© Jean Pouech

Réforme retraite. Les manifestations sont puissantes, en France et dans le département. Les débats s'accroissent. Les syndicats sont rassemblés. Les partis de « gauche » participent, eux aussi, aux réflexions et aux mouvements. Localement et nationalement. Le journal a recueilli leurs impressions et leurs convictions.



Rassembler pour gagner

Ce projet de réforme, porté par l'équipe Macron-Borne, s'inscrit dans une confrontation brutale avec les intérêts des salariés et de la population. Son véritable objectif est de satisfaire la baisse des dépenses publiques, d'affaiblir la sécurité sociale comme le réclament les représentants patronaux, les institutions financières privées et la commission européenne. Peu leur importe la casse sociale et humaine, peu leur importe qu'inégalités et fractures sociales grandissent, notamment chez les jeunes et chez les femmes.

Nous pensons aujourd'hui qu'il est possible de gagner, de les faire reculer. Le front syndical uni, dans les entreprises et dans les services publics, contribue à construire un rapport de force favorable. Nous le soutenons. Il convient également d'ouvrir une perspective politique et nous la portons avec notre demande d'un référendum. La pétition lancée pour la soutenir reçoit un très bon accueil. Nous l'accompagnons de propositions alternatives de financement. Dans notre département, depuis plusieurs semaines, nous avons proposé à toutes les forces de gauche une rencontre. Jusque là, la France insoumise n'y est pas favorable. Nous faisons confiance aux initiatives citoyennes pour faire bouger les choses.



Stopper la « réforme » et dégager Macron !

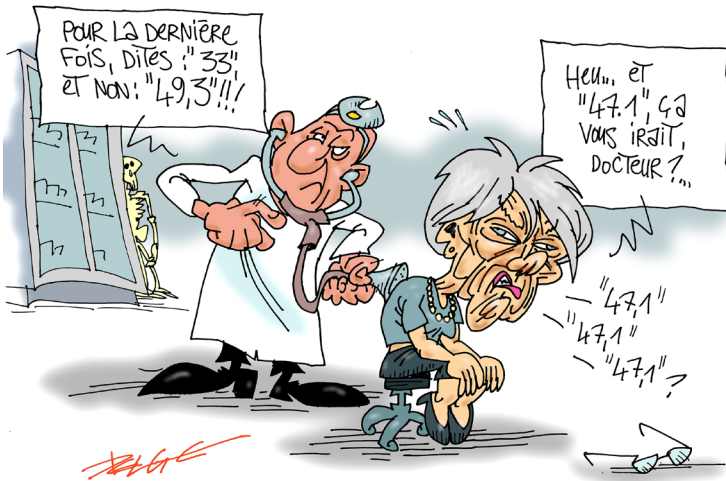
Les mobilisations contre la « réforme » des retraites ont été des succès. L'heure est à l'intensification de la lutte pour imposer le retrait de cette contre-réforme. Dans l'unité, une gauche de combat se doit d'être aux côtés des syndicats pour construire une grève dure et qui dure, et établir le rapport de force - dans la rue, les entreprises, les communes, les quartiers populaires - seul capable de faire reculer ce gouvernement au service d'une ultra-minorité capitaliste ultrariche.

Au-delà de ce projet réactionnaire, c'est un ras-le-bol généralisé qu'exprime l'ampleur de la mobilisation : bas salaires, inflation, précarité... Les colères s'agrègent et c'est l'ensemble de la politique gouvernementale qui est contestée.

En gagnant sur les retraites, les classes populaires seront en mesure de gagner aussi sur les salaires, l'emploi, les services publics et de stopper les dérives autoritaires et racistes. À contrario, une défaite, dont profiterait l'extrême droite, ouvrirait la voie à de nouvelles régressions antisociales et antidémocratiques.

Gagner est vital pour stopper ce projet et dégager Macron et son gouvernement. Pour une alternative vraiment à gauche !

Borne décidément incurable !



Nous serons dans la rue

Alors qu'une très large majorité des Français est opposée à la réforme, qu'il y a des millions de personnes dans la rue pour le faire savoir, que les syndicats sont unis, le gouvernement méprise l'ampleur du mouvement en se contentant de proposer des ajustements dans le cadre d'une vision comptable et déshumanisée. Pire, il culpabilise les gens ! Mais quand on parle des retraites, on interroge notre projet de société. Les Français veulent pouvoir profiter de quelques belles années après une vie de travail. Le gouvernement doit l'entendre. Il ne peut pas continuer à dire que le départ à 64 ans n'est « pas négociable ». D'autres choix sont possibles. La réforme Borne qui tente d'être imposée à un très mauvais moment est injuste et brutale. Les Français sont épuisés face aux diverses crises (sanitaire, climatique, guerre, inflation) et l'effort collectif qui est demandé ne pèse pas de la même manière sur tout le monde. Ce projet doit être retiré purement et simplement pour permettre la réouverture de discussions sereines, l'issue ne pouvant certainement pas être trouvée dans le cadre contraint des débats parlementaires. La responsabilité de l'exécutif est là aujourd'hui. En attendant, nous serons dans la rue.



La place du travail

Bricolage cruel, injuste et injustifié, la « réforme » des retraites portée par M. Macron manque une question fondamentale : celle de la place du travail, dans notre société comme dans la vie de chacun. « J'aime mieux prendre ma retraite par petits bouts, et profiter de mon temps libre tant que je suis beau et jeune, plutôt que vieux et grabataire », disait Alain Lipietz en 2010. N'est-ce pas en effet aussi important d'avoir un travail que de pouvoir s'en libérer : en fin de carrière, bien sûr, dès 60 ans, mais aussi tout au long de la vie ? Les écologistes sont favorables à la semaine de quatre jours, une décroissance du temps de travail finançable par une meilleure taxation des plus riches. Mais également synonyme d'une décroissance de la production et de la consommation telles qu'elles sont voulues et promues par le capitalisme. Vivre bien en disposant de moins, à condition de répartir mieux, c'est possible. Et c'est urgent, alors que l'habitabilité de notre planète est menacée par la façon dont nous exploitons ses ressources et détraquons son climat. Ainsi que le répète Marine Tondelier : « à quoi bon sauver le régime des retraites si dans trente ans il faut affronter un monde à +4°C ? »



La France insoumise

Pour une alternative politique

La mobilisation large et massive s'est appuyée sur le refus d'une réforme jugée injuste, inutile et brutale. L'unité syndicale a pu ainsi se construire très naturellement. La forte participation aux deux premières manifestations l'illustre parfaitement. D'autres initiatives contribuent à la lutte collective, que ce soient sur les lieux de travail ou la marche nationale organisée par les jeunes à Paris le 21 janvier. Pour La France insoumise, il s'agira d'abord de venir en soutien sans faille des actions déjà prévues, les 7 et 11 février. Nous poursuivons dans le département le cycle de réunions publiques sur les retraites lancé depuis novembre, sans négliger le travail militant quotidien (tracts, affiches, médias). Car une des raisons pour laquelle la mobilisation populaire est si puissante, c'est la conscience qu'une alternative politique existe réellement, rendue possible par le score de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle et la main tendue aux autres formations politiques dans la foulée aux législatives pour créer la Nupes. Le combat des idées déjà gagné, les conditions d'une victoire politique sont donc réunies, en articulant la rue et le Parlement.



Retraites

Le peuple doit décider !

Référendum

MACRON FAIT LES POCHEs DES RETRAITES

CSG, inflation, les retraites ont vu leur pouvoir d'achat passer à la moulinette. Avec la réforme Macron, leur niveau diminuera fortement. Selon les prévisions, alors que les retraites s'établissent en moyenne à 50,1 % du salaire brut, elles tomberaient à 45 % en cas d'adoption de la réforme.

UNE BONNE RETRAITE, C'EST NÉCESSAIRE, POSSIBLE ET EFFICACE

Fabien Roussel, avec le PCF, propose une réforme pour un droit à la retraite à 60 ans, avec une pension à taux plein garantie pour une carrière complète, allant de 18 à 60 ans, avec prise en charge des cotisations pour les périodes de non travail (chômage, formation, études supérieures, congé parental, maladie, invalidité...). Un projet alternatif plus juste, qui tient compte de la pénibilité, des carrières longues et qui est financé !

COMMENT ?

- En faisant **cotiser les revenus financiers** des entreprises
- En pesant sur le comportement des entreprises **en modulant les cotisations patronales** pour favoriser les salaires
- En **imposant l'égalité salariale**
- En donnant **de nouveaux pouvoirs aux salarié-es dans les entreprises** pour imposer une priorité aux salaires et à l'emploi

Pour signer la pétition pour un référendum : unebonneretraite.fr

« Horreur ! Ce n'est pas la rue qui va gouverner »

Dans ces temps agités, le poncif est remis au goût du jour chez tous les réac qui ont cru, espéré que, de toute éternité, le pouvoir ne pouvait pas échapper à ceux qui avaient la naissance, la richesse et l'atavisme politique (doublé d'aveuglement) qui les conduit à être toujours du côté du manche (traduisez du pognon). Ils y voient une assurance solide contre toutes les aventures que le peuple peut inventer quand il se met en branle.

Avec la bataille des retraites et les millions de manifestants dans la rue les craintes récurrentes de la bourgeoisie renaissent : elles ont peur de voir les luttes populaires remettre en cause la légitimité d'institutions ficelées pour laisser à la démocratie la portion congrue. Macron a été élu (mal) mais il avait parlé de la réforme des retraites, elle est donc légitime. Il n'a pas de majorité au parlement, mais le 49.3 lui permet de faire ce qu'il veut. Légitime, je vous dis. La rue rouspète, elle en a le droit. Mais la rouspétance n'a pas force de loi. Où irions-nous alors ?

Les institutions sont garantes de l'intérêt général, la rue n'exprime que des intérêts catégoriels, corporatifs et de peu de poids. Les institutions sont légitimes, il faut donc les laisser dire ce qui est ou non légal dans un pays de droit.

Et le grand débat entre légalité et légitimité peut s'engager entre un monde du travail uni et déterminé qui dit et répète que travailler deux ans de plus pour avoir droit à la retraite est une injustice absolue dans un monde riche et un pouvoir politique rétrograde qui veut nous abuser avec un projet qu'il dit salvateur pour le système par répartition à laquelle il rêve en sous-main de tordre le cou. Ces tartuffes-là se parent de la légalité de leur pouvoir pour nous faire admettre qu'une injustice (profondément illégitime) peut se donner la force de la légalité.

Quand la légalité déraile... la légitimité descend dans la rue ! le 7, le 11 et sans doute après !

Jean-Marie Philibert

Retraites

La bataille parlementaire



Parallèlement aux mobilisations dans la rue, c'est à l'Assemblée nationale que s'affrontent aussi deux visions opposées de la société.

Le premier round parlementaire s'est joué en commission des affaires sociales, vingt-huit heures d'échanges houleux avec un constat : la gauche a bataillé pour stimuler les recettes pour répondre aux besoins de la population, la droite misant sur la restriction des dépenses via le report de l'âge de départ. Résultat : tous les amendements sur la taxation des fonds de pension, des dividendes et des superprofits ont été balayés par la majorité présidentielle.

Un coup de force

Le deuxième round se joue cette semaine dans l'hémicycle avec d'abord le coup de jarnac de la motion référendaire. Les députés de la Nupes ont déposé, le 23 janvier, une motion référendaire signée par 98 de ses parlementaires à l'initiative du groupe communiste, visant à organiser un référendum sur la réforme des retraites. Le lendemain, le RN déposait la sienne avec 60 signataires. Elle aurait dû être refusée puisqu'une seule est autorisée.

Et voilà que la conférence des présidents de l'Assemblée décide, hors règlement, de procéder au tirage au sort et bien sûr c'est celle du RN qui est retenue. Le PCF a réagi en dénonçant « *le gouvernement qui montre que, pour préserver les intérêts du capital, il est prêt à prendre le risque de permettre au RN d'apparaître comme un recours.* » Une troisième motion référendaire du groupe Liot est également déposée dans les délais. Elle ne sera pas examinée.

Jacques Pumaréda

Conseil départemental

La session de rentrée s'est tenue

Le département vient de voter cette semaine son budget. Nous avons posé 3 questions à Rémi LACAPERRE, vice-président en charge de l'Insertion et co-président du groupe PCF.



Qu'est que vous retenir de cet acte si important qu'est le vote du budget ?

En premier lieu que nous avons eu raison de faire le pari de la renationalisation du Rsa. Nous le réclamions. En effet, l'État n'a jamais tenu son engagement de rembourser à l'euro près l'allocation ce qui a représenté, sur toutes ces années, près d'1 milliard prélevés sur le budget du département. La renationalisation nous permet, dès cette année, un plus de 40 millions sur notre budget de fonctionnement, répartis entre les augmentations des salaires des agents, la protection de l'enfance, les pompiers du SDIS, et 25 millions sur quatre ans déployés pour des politiques ambitieuses en terme d'insertion.

Le département va aussi atteindre cette année les 500 millions d'investissements auxquels il s'était engagé lors d'« *Imagine les P.-O.* ». C'est un levier important : 1€ investi par le département, c'est sept euros qui circulent dans l'économie départementale.

Comme élu du Canton Perpignan3 avec Françoise Fiter, dans la liste des nombreux projets nous aurions bien aimé voir la reconstruction

du collège Camus. Mais nous constatons qu'il aura fallu plus de deux ans à la ville de Perpignan pour enfin trouver un terrain (dont nous attendons les précisions).

Quels est l'apport original de votre groupe au sein de la majorité départementale ?

Nous travaillons en confiance au sein de la majorité de gauche, même si nous ne sommes naturellement pas d'accord sur tout. Nous portons des propositions qui sont largement reprises et qui font sens.

Comme porter politiquement la nécessité de réouvertures de petites lignes du quotidien, Perpignan-Céret, Rivesaltes-Axat, ou encore l'amélioration de celles existantes (RER catalan), les Centres de santé pour répondre à la désertification médicale, la préservation et la maîtrise de notre ressource en eau.

Nous portons aussi la présence de l'action publique aux quatre coins du territoire. La dignité de tous les habitants comme des plus fragiles. La nécessité de reconnaître une place à chacune et à chacun.

D'ailleurs, j'ai eu l'occasion de le redire à propos de la protection de l'enfance, qu'ils soient

nés dans les P.-O. ou réfugiés, nous devons faire tout notre possible pour bien les accueillir, et ce malgré les obstructions. Pour les élus d'extrême droite de l'assemblée, il y aurait les bons et les mauvais, oubliant volontairement que l'on parle ici d'enfants à protéger. Dans ce département qui a vécu la *Retirada*, cela donne la nausée.

Comment les politiques nationales interviennent-elles sur les choix du département ?

D'un côté le gouvernement parle d'un pacte de « *confiance* », qui consiste en fait à tordre le bras aux territoires, passe sa loi de finance au 49.3 et grignote encore l'autonomie financière.

De l'autre, des milliards sont donnés sans contreparties à des groupes multinationaux dont certains les distribuent en dividendes à leurs actionnaires.

Ces choix fragilisent évidemment nos collectivités qui pourtant, font la preuve de leur utilité au quotidien et pèsent 70 % de l'investissement public.

R.L.



Horaris d'obertura:
De dimarts a dissabte
9h30-12h i 14h-19h

Botiga en línia:
www.llibriercatalana.com



Per contactar-nos:
04 68 34 33 74
lallibreria.perpinya@gmail.com
7 plaça Joan Payrà
66000 Perpinyà

Les postiers mobilisés

Les postiers du département ont mené une action au PPDC (centre de tri et de préparation du courrier) de Perpignan Nord. « *Quelle journée de Ouf, merci aux camarades, aux collègues pour cette mobilisation réussite, blocage à la Ppdc Perpignan, opération escargot sur la voie rapide jusqu'à place Catalogne et manifestation tous ensemble. Ni pluie, ni froid ont empêché notre détermination* » déclarait ainsi l'un des responsables CGT.





Ossos

- Què, ja has començat la temporada de festes de l'os? La d'Arles el cap de setmana passat era la primera!

- No, aquesta la deixo per la mainada, jo espero les de Sant Llorenç i de Prats, que seguiran, més amunt, més salvatges...

- De fet, això val sobretot per la de Prats. Quan els ossos baixen del fort de Bellaguarda, dic els ossos ja que com ho sàbes a Prats són tres, se llancen pels carrers amb una violència excepcional! Apolit homes i dones, que emmascararan tot els que trobaran sobre el seu camí!

- I encara, aquests darrers anys ja no tenen dret d'emascarar el pit de les dones, que era lo més simbòlic de la dimensió sexual del esdeveniment!

- Ho és que per la mainada... per això han posat en plaça en els tres pobles la festa de l'os pels nins, la vigília de la festa dels ossos grans...

- Sembla que això no t'encanti gaire.

- La força d'aquests esdeveniments, que són gairebé cerimònies, és de posar en escena pulsions que venen de lo més profund del ser humà, i de molt lluny en el temps...

- I qui diu més profund i més lluny diu més salvatge?

- Sí, i si vols saber quina m'agrada més, és la de Sant Llorenç. Encara hi ha la violència primitiva, però és més teatralitzada, hi ha etapes, sempre les mateixes, amb un que mena el joc dient un text, que sense ser escrit és el mateix cada any...

- .. i com sempre la gent crida "mentider! mentider!". O sigui que serien com tres moments dins de la història del teatre d'Atenes, la carrera caòtica primitiva de Prats, els moments un xic més organitzats, teatralitzats, de Sant Llorenç, i l'espectacle diguem més tranquil, a Arles. Lo que pot passar, és que amb la reconeixença de la UNESCO, els ossos patrimoni universal im-material, tots tres s'apropin de la tranquil·litat d'Arles...

- Per això, hi ha gent que no és contenta de lo de la UNESCO, per por de perdre autenticitat.

- Tenen raó.

- Més altres expliquen que això dona vida i fa conèixer el país.

- Tenen raó.

- Ei, no pot pas ser això: només poden tenir raó o els uns o els altres!

- Tenes raó.

C&C



© Michel Marc

Discrimination syndicale Un représentant du personnel CGT menacé de licenciement chez Cazes

Yves Ganter a été convoqué par la direction pour un entretien préalable à un licenciement, pour « faute grave ». Ses camarades de travail et ceux du syndicat sont venus le soutenir.

Chacun, dans le département, reconnaît la qualité déjà ancienne des productions viticoles de la « Maison Cazes » à Rivesaltes. La réputation est bien installée, et peu, parmi les épicuriens et les amateurs de vin, la remettent en cause. Ce qui est moins connu, c'est le réel de l'entreprise. Elle appartient aujourd'hui à un groupe supranational, « Advini », et se décompose en plusieurs sociétés (SCEA) dont Cazes, SAS Cazes, SCEA Paulilles et SCEA entités juridiques. Elle est dirigée par Lionel Lavail. « L'image du vigneron de terroir est aujourd'hui mise à mal. Maintenant, il y a de la finance » confiera l'un des salariés présents à la manifestation.

Le syndicat CGT dans le viseur de la direction

Yves est donc devenu, assez vite, délégué CSE CGT titulaire, ce qui est nouveau dans l'entreprise. Élu au premier tour, à l'automne. Il travaille sur le terrain, au grand air, avec vingt deux autres salariés, tous en CDI. A pied ou en tracteur. C'est cette équipe qui travaille la terre et la vigne. Le salaire est minimum pour l'ensemble, et les heures supplémentaires aident à améliorer un peu leur revenu à 1 400€/mois. Et il a fait ce pour quoi il a été élu : intervenir souvent auprès de la direction pour améliorer les conditions de travail. Un exemple : début janvier, ils n'avaient pas encore perçu les vêtements chauds (doudounes et bonnets, vestes...). Une intervention a donc été nécessaire. Autre exemple est celui du paiement des jours fériés, dont le premier mai, et celui des primes paniers qui n'étaient pas versés. « On a fini par aboutir. Les parkas ont été distribuées ». Le délégué a donc été reçu par le directeur et une DRH.

Où le ridicule dépasse la mauvaise foi

Les « fautes graves » lui ont donc été déclinées et décrites. « Autocollants syndicaux sur les portes des vestiaires ! Vols de bois de chauffage (contesté) ! Présence et « touchers » des vêtements au moment de la distribution aux salariés !... ». Le compte rendu précis de l'entretien, après sa sortie, devant les manifestants, provoquaient les sourires, les rires... et la colère. Le responsable local de la CGT prenait la parole : « Il s'agit bien d'une atteinte au droit des salariés à s'organiser et à déléguer leurs intérêts à l'un des leurs. Il s'agit bien d'un cas de discrimination syndicale *. Quand on entend les fautes graves qui sont reprochées à Yves, c'est affligeant. Nous ne laisserons pas faire ». Dans les jours qui viennent, le délégué syndical CGT recevra les conclusions de l'entretien.

Michel Marc

*Dans le prochain numéro, nous évoquerons d'autres cas similaires dans le département.



© Michel Marc

Yves Ganter vient de sortir de son entretien. Il rend compte.



Département

L'enjeu de l'accueil des mineurs non accompagnés

L'actualité a été marquée par des événements liés aux mineurs non accompagnés (MNA), des jeunes que le Département doit prendre en charge au titre de sa mission d'aide à l'enfance.

Il y a eu l'affaire de La Cigale, Pujol, et après lui Aliot, ont bloqué l'acquisition de ce lieu qui devait accueillir et aider une quinzaine de mineurs.

Il y a peu c'était la révélation d'un conflit d'intérêt dans l'attribution de marchés pour la fourniture de repas. De même se posait la question de la qualité de la nourriture des prestataires retenus. Les agents incriminés ont été suspendus, ainsi que les marchés et plainte a été déposée auprès du Procureur par le Département. Concernant la qualité des repas, désormais de vrais repas sont servis par l'UDSIS dans les deux sites de l'IDEA.

Françoise Fiter, Vice-présidente du Conseil départemental explique :

« La question de l'accueil des MNA est complexe car impossible à anticiper C'est une obligation du département de mettre à l'abri,

d'évaluer et d'accompagner les MNA qui arrivent sur son territoire. Leurs cinq premiers jours sont pris en charge par l'État, c'est trop court. Compte tenu des désordres du monde, les départements sont confrontés à un nombre très important de ces jeunes, pour les P.-O. 240 actuellement. Beaucoup viennent d'Afrique Sub-saharienne, ils ont vécu des choses terribles et manifestent une volonté forte de s'insérer afin d'aider leur famille restée au pays.

L'extrême droite et Aliot, sans surprise, confirment

L'Assemblée départementale, lors de la dernière session a inscrit à son budget une augmentation de 11,8 millions pour l'aide à l'enfance dont 3,8 millions pour l'IDEA. C'est considérable mais nous souffrons de la carence de l'État, et des difficultés causées par

la droite et l'extrême droite. »

Le débat lors de cette session a été chaud, le RN votant contre le budget de l'IDEA, Aliot osant déclarer « Nous ne voulons pas que des deniers publics soient consacrés à aider des étrangers ! » et son binôme, C. Mutti, allant jusqu'à qualifier les MNA de « clandestins ».

Il faut noter que la loi Taquet, qui prendra effet le premier février 2024, décrète qu'aucun MNA ne pourra être hébergé dans des locaux qui n'appartiennent pas au département. Aussi, le département se propose-t-il d'acquérir un ensemble immobilier afin d'accueillir les MNA. Vote contre des deux élus d'extrême droite.

C'est donc un sujet particulièrement sensible auquel est confronté le Département.

Nicole Gaspon



GRDF 66

Les salariés grévistes remercient

Après sept semaines de grève, les 19 agents grévistes de Perpignan ont tenu à remercier les 56 donateurs leur permettant d'alléger modestement les sacrifices des salariés. Parmi eux, le PCF départemental, portant, au milieu du conflit, un chèque de 400€. La démarche de leur part est notable. Le texte qui accompagne ce courrier dépasse largement le domaine de la courtoisie et des remerciements. Un texte offensif. Il y a le récit, les jours et les nuits, les assemblées générales, l'unanimité des agents (19), le soutien indéfectible du syndicat CGT départemental et national. Et puis, suivent le descriptif local des revendications, le rappel des dernières luttes « pour créer la véritable maison des services publics » et empêcher la fermeture de la « boutique » et de l'accueil aux usagers. Enfin, les perspectives sont tracées, pour un « Service 100 % Public ! » de l'énergie. « Merci encore à vous, chers/chères donatrices. Grâce à vos dons, les camarades ont pu se projeter rapidement sur une lutte historique ».

M.M.

Ligne Perpignan-Céret

« Osons le rail » s'organise

Face à l'augmentation insupportable du trafic routier, l'exigence d'une réouverture de ligne SNCF TER grandit. Dans un premier temps, la CGT locale prend l'initiative et invite.

Ce ne sera pas la première réunion du collectif « Osons le rail ». Le 7 octobre dernier, la décision était prise par l'assemblée (60 personnes) de se réunir et de se structurer. Il s'agissait alors de donner de la force à l'action et de l'organiser dans le temps. Ce sera chose faite le vendredi 17 février. L'assemblée générale de la future association, où l'adhésion sera proposée aux participants, permettra de structurer et de rythmer les actions nécessaires à mener. « Le combat sera long, mais il faut le gagner » précisait l'un des responsables. Il rajoutait « Pour les citoyens du Vallespir, pour l'intelligence, pour ce petit bout de planète. Le train délesterait largement la nationale où, chaque jour, circulent entre 15 et 19 000 véhicules avec, la plupart du temps, une seule personne à bord ». La réunion élira un bureau de direction et décidera des thèmes d'action. Seuls voteront, comme partout, « les adhérents à jour de leurs cotisations ».

M.M.

Vendredi 17 février, 18h.
Le cinéma de Céret, Bd Clémenceau.



Solidarité

Restauration des « mineurs non-accompagnés »

La révélation par Blast d'un conflit d'intérêts au sein de l'IDEA a remis en lumière la problématique de la « malbouffe » des mineurs pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance.

Pour bien comprendre, il faut savoir que l'Aide sociale à l'enfance, compétence du département, confiée à l'Institut départemental de l'enfance et de l'adolescence (IDEA) la prise en charge des mineurs isolés. À charge entre autres de les héberger et de les nourrir. Or le 6 janvier dernier, Blast, site web d'information, révélait que les gérants des deux prestataires de restauration rapide (le Fren'cheese et le O'Moya) étaient des fonctionnaires du même IDEA, l'une étant chef de service à l'IDEA. Le jour même, le Conseil départemental suspendait les deux fonctionnaires indélicats et reconnaissait son ignorance de ce conflit d'intérêts, provoquant un gros émoi en son sein.

Le devoir de qualité s'invite

Des questions restent cependant en suspens. Depuis des années des associations, des employés, voire des mineurs eux-mêmes, se plaignent de la qualité médiocre des repas servis aux jeunes, voire de leur insuffisance. En février 2019, une quarantaine de mineurs s'en étaient ouverts au RESF qui avait aussitôt informé de cette situation la présidente du CD. Assurance avait été donnée de vérifier ces dires et d'éventuellement de changer de prestataires, à l'époque le Fren'cheese et le Pain du Jour. Effectivement, en octobre 2019, le Pain du Jour a été remplacé par le O'Moya. Mais les plaintes ont continué.

La première question qui se pose est donc celle des critères du choix des prestataires. La variété et la qualité des repas sont-elles prises en compte ? Ou bien l'urgence de trouver un prestataire pour faire face à l'afflux des



jeunes est-elle prioritaire, comme le sous-entend la chef de service incriminée ? La deuxième question est le mode de restauration choisi. La restauration rapide est-elle adaptée à des jeunes de 15-18 ans ? En tout état de cause, les révélations de Blast vont sans aucun doute conduire à une réflexion autour de l'alimentation de ces jeunes. L'idéal, envisagé par le CD, serait de mettre une douzaine de jeunes dans des petites structures, nourris par le syndicat mixte de restauration du département. C'était le projet de la Cigale, bloqué par la municipalité de Perpignan.

Anne-Marie Delcamp

Alénya



L'idée d'un grand débat national et d'un référendum fait son chemin. À Alénya (photos), à Estagel, à Céret, à Perpignan et ailleurs, les pétitions rencontrent le succès et se remplissent à grande vitesse. Les militants du PCF sont sur le pont.

Erratum

Une erreur s'est glissée dans l'article de Véronika Daae sur Solidarité Paysans de la semaine dernière : Texte « Solidarité. Un appui pour les paysans ». N°3961. Il fallait lire que « pour défendre au mieux les intérêts des paysans Solidarité Paysan tente d'instaurer un dialogue constructif avec des acteurs institutionnels tels que la DDTM, la MSA et quelques services des Chambres d'agriculture ». Par contre Solidarité Paysan d'Aude/P-O. n'a aucun lien avec la FNSEA, syndicat agricole majoritaire.

Commémoration
de la

CÉRET RETIRADA

11 FÉV.

15H FILM
"MOURIR À MADRID"

17H SPECTACLE MUSICAL
"IL ÉTAIT UNE FOIS
LA RETIRADA"
DE ET AVEC ENRIQUE SALVADOR

Salle De L'Union
TARIF : 7€

DU 7 AU 12 FÉVRIER

EXPOSITION - PHOTOS

LES COULEURS DE LA LIBERTÉ - MÉMOIRES DE LA RETIRADA

PHOTOS DES ÉLÈVES DU LYCÉE D. DE SEVERAC

La Capelleta

Top 14

Les Catalans le retrouvent enfin



L'USAP l'emporte à Brive (22-24) dans un match important en vue du maintien.

Ils avaient battu les Parisiens le samedi précédent en réalisant un match plein. Seraient-ils capables d'aller l'emporter chez leur adversaire direct ? Telle était la question que se posaient les « mordus » Usapistes. Et pour aider les 23 joueurs sang et or à réaliser cette performance quatre cents supporters avaient fait le déplacement en Corrèze, jeunes et moins jeunes.

Plus jamais ça !

Les anciens n'ont pas apprécié ce genre de spectacle. Des jeunes, supporters (ou pseudo supporters) de l'USAP, torse nu à l'avant de la tribune en train de chanter, de s'exciter, tapant sur des tambours comme les fans de l'OM ou du PSG. Non messieurs, ce n'est pas ça le rugby ! Il faudrait essayer d'éviter de donner l'image du spectacle lamentable que laissent les supporters du foot. Merci de ne pas rééditer ce genre d'« exploit » qui donne au monde du rugby une image désastreuse du supporter de l'USAP. Fort heureusement tous les supporters catalans présents au stade Amédée-Domenech n'étaient pas de la même trempe et la communion avec les joueurs fut plus que bénéfique.

Un soutien magique

À Aimé-Giral déjà où les supporters, sans atteindre le chiffre maximum de 14 600, sont toujours présents contre marées et surtout vent. Le Catalan se déplace d'un peu partout lorsqu'il s'agit d'aller soutenir son USAP. En ce début février, du Roussillon bien sûr, mais aussi de Limoges, de Paris avec la penya Els de

Paris amb l'USAP, du Lot et de bien d'autres coins de France. Il fallait montrer aux joueurs que tout Catalan croit encore à cet hypothétique maintien en Top 14. Mission accomplie pour ce soutien aux couleurs. Un soutien qui fit blêmir les joueurs de l'USAP à leur arrivée au stade et qui laissa interrogatifs les deux



La communion supporters-joueurs.

nouvelles recrues anglaises du club (Brad Shields et Alistair Crossdale) qui étaient loin d'imaginer un tel engouement. Une motivation à son comble pour essayer de quitter la dernière place du Top 14 et un match accompli de la part des joueurs sang et or.

Un match propre

Il n'y a pas de secret ! Pour gagner un match il faut en priorité éviter de faire des fautes et l'USAP n'avait pas souvent respecté cet adage. À Brive les Catalans, les plus indisciplinés du Top 14, n'ont concédé que... huit pénalités (3+5), aucun carton ni jaune ni rouge. Du jamais vu cette saison ! Après une première

période (10-10) où les sang et or auraient dû virer largement en tête, loupant d'un cheveu la bagatelle de quatre essais, ils ont subi en début de seconde mi-temps jusqu'à être menés (19-10) à l'heure de jeu. Tout un chacun imaginait alors le pire, étant données les fins de rencontres catastrophiques des sang et or. Que nenni ! Ils l'ont exceptionnellement retrouvé le quart d'heure catalan. Celui qui, par le passé, avait si souvent fait basculer les supporters dans le bonheur. Quinze minutes (vingt en fait) au cours desquelles l'USAP allait marquer deux essais, passant de (19-10) à (22-24) et s'adjuger le gain d'une rencontre importante pour la suite. Un coaching très efficace permettant de prendre le dessus au niveau des avants sur une équipe de Brive dont on se demande encore comment elle avait pu l'emporter au match aller à Aimé-Giral avec le bonus offensif. Mais l'USAP actuelle ne ressemble que peu à celle du mois de septembre. Fort heureusement.

Bien entendu le maintien est loin d'être assuré puisque les Catalans restent derniers du Top 14 mais à égalité de points avec leur adversaire corrézien. Cette victoire aura tout de même permis de rassurer joueurs et staff prouvant que leur travail finit par payer. Prochaine échéance la réception de Pau qui pourrait devenir bientôt un concurrent direct pour le maintien.

« Il n'y a pas de meilleure saveur que de gagner contre un concurrent direct » selon Patrick Arlettaz. Gardons ce goût !

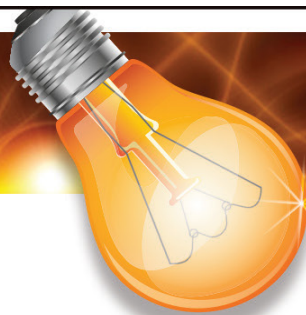
Fins aviat

Jo Solatges

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION



TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

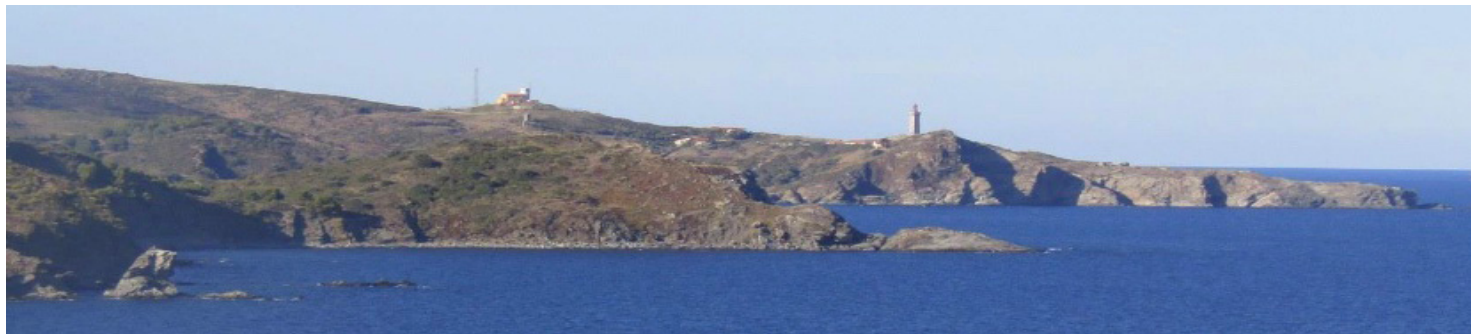
Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

La rubrique du randonneur

Le P.O.T. Rando' Club vous propose



dimanche 12 février 2023, le sentier du douanier (Le Puig del Mas)



Marcher dans les traces des gabelous de l'Empire

Depuis toujours on a parcouru le littoral. À l'époque romaine, le rivage de la Méditerranée faisait partie des « *res communis omnium* » : bien à l'usage de tous. Sous le premier Empire, les propriétaires riverains étaient obligés de laisser libre un passage le long des rivages de France : *le sentier du douanier*.

Ce n'est que récemment que de nombreuses propriétés bordant le littoral se sont octroyées le « *droit de barrer* » cette libre circulation à grands renforts de barbelés, plages privées, murs de parpaings les pieds dans l'eau...

Le ministère de l'Équipement a entrepris un programme de reconquête et de réouverture au public de ce cheminement immémorial ; ceci est juridiquement possible depuis la loi Littoral de 1976 qui instaure pour toutes les propriétés riveraines du D.P.M. (domaine public maritime) une servitude de 3m de largeur afin de permettre la continuité du cheminement le long de la mer.

Les sentiers du littoral ainsi redécouverts tout autour de la France sont très souvent « *le sentier du douanier* », profondément gravé tout au long de la frange côtière, et ressuscitant la mémoire des gabelous, des

garde-côtes et des contrebandiers.

À Banyuls-sur-Mer, le sentier du littoral est aussi vieux que la contrebande qui se faisait par terre ou par mer à l'époque ; les barques catalanes croisent au large du Cap Cerbère et débarquent les marchandises dans les grottes naturelles telles que la « *Cova Foradada* » à Cerbère. Presque toute la population de Banyuls se livre aux fructueuses activités de la contrebande des marchandises qui varient selon les époques.(2)

Des précisions

Durée : 4h. **Dénivelé :** 350 m. **Difficulté :** facile. **Conditions :** assurance journalière 3€. **Repas grillade :** apporter apéro, vin, eau, viande... **Départ :** 8h45 au parking de la piscine du Moulin-à-Vent à Perpignan.

Renseignements : Jean-François 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

(1) *Le Perpignan Omnisport des Travailleurs-es, association affilié à la F.S.G.T.*

(2) *La suite sur www.letc.fr/rubriques/departement/sport/culture.*

Locations gîtes / appartements

Seul ou en groupe



Le Cœur des Pyrénées Catalanes !

Pour tous renseignements et réservations

☎ 04 68 04 41 48

lacapcinoise@gmail.com

lacapcinoise.fr

f Centre De Montagne La Capcinoise

4 rue San Père Veil – MATEMALE (66210)



CAFÉS LA TOUR

Torréfacteur à Perpignan depuis 1925

Le café d'ici



Où sortir ? Musique

Quartet Helado Casero

Perpignan

Archipel | Vendredi 10 février à 12h30 | Concert - **Trio violon, Alto, Violoncelle** | 8€.
Vendredi 10 février à 20h30 | Concert Jazz - **Streets of Minarets** - Dhafer Youssef | De 15€ à 30€. **Mercredi 15 à 20h30 et jeudi 16 février à 19h** | Tragédie - **Othello** | De 12€ à 30€. **Vendredi 17 février à 12h30** | Théâtre - **Au début et à la fin des temps** | Entrée libre.
Palais des congrès | Samedi 18 février à 20h | Spectacle musical - **La promesse de Brel**.
Institut Jean Vigo | Vendredi 10 février à 19h | Projection - **Cadavres exquis**. **Mardi 14 février à 19h** | Projection - **I'm your man - Saint Valentin**. **Jeudi 16 février à 19h** | Projection - **Les Rascals** présenté par Victor Meutelet.

Alénya

Salle Marcel Oms | Vendredi 10 février à partir de 18h30 | Théâtre corporel - **Je rêve que je dors** | 5€/1€ accompagnant.

Arles-sur-Tech

Musée Al Casal Palalda | Samedi 11 février à partir de 18h | Concert **Erotik Market Folk Pop à cordes** en coproduction avec Jazzebre | Gratuit.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Dimanche 12 février de 10h30 à 19h | Concert - **El Foment de la Sardana fête ses 75 ans** | Journée complète 35€ - Concert du matin 10€ - Double ballada 8€.

Canohès

Théâtre du Réflexe | Dimanche 19 février à 17h | Théâtre - **Pitipopiépla est paniqué** | 6€.

Espira-de-l'Agly

Salle F. Calvet | Samedi 4 février à 16h | Concert - **Amis d'Alain Marinaro et Orchestre de Catalogne** - Virginie Baiet-Dartigalongue et Amaury Barreras, danseurs + Quartet Helado Casero | 15€ - adhérent 12€.

Font-Romeu-Odeillo-Via

Esplanade des Comtes de Cerdagne | Mardi 7 février à 17h | Concert - **In Time** | Gratuit.

Rivesaltes

Les Dômes de Rivesaltes | Vendredi 17 février à 21h | Concert - **Les quatre saisons de Vivaldi** | 15€ - enfant 10€.
Palais de fêtes | Vendredi 17 février à 17h | Conférence - **Les saisons et les grands compositeurs de musiques sacrées** | Gratuit.
Samedi 18 février à 16h | Concert - **Sacrée Harmonie** | 10€ - enfant 5€.



Plaisanterie collective pour le jeu final.

Une belle échappée de l'association Les Amis d'Alain Marinaro dans un univers alliant musique et danse sur des thèmes d'Amérique latine.

S'associant avec les Amis de l'orchestre de Catalogne, les Amis d'Alain Marinaro ont présenté le quartet Helado Casero au Soler, le 4 février et à Banyuls-sur-mer le 5 février. Les quatre artistes associés sont deux instrumentistes, Demis Delatie, clarinette et ocarina, Markus Thiel, accordéon, et deux danseurs classiques, Virginie Baiet et Amaury Barreras, tous deux familiers des troupes d'opéra. Autour d'un thème qu'ils servent avec entente et bonheur : musique et danse d'Amérique latine.

Maîtres de leur jeu, ayant composé eux-mêmes la réalisation de leur programme, les musiciens jouant à deux reprises leur propre composition, le spectacle, de haute qualité, a enchanté les deux publics. Côté musical, on est entièrement dans l'ambiance latino-américaine. Servie au mieux

par deux musiciens dont l'entente impressionne et qui ont chacun proposé un aperçu de leurs propres créations. Côté danse, avec une excellente mise au service de la musique par les pas et figures de la danse classique et les magnifiques tête-à-tête qu'ont su créer les deux interprètes. Qui s'adressaient aussi parfois aux musiciens, créant d'autres figures attachantes. S'y ajoute le choix et la beauté des costumes, assortis à chaque mouvement de danse.

Plaisir des sons, plaisir des yeux, joie d'une interprétation superbe et remarquablement homogène. Une agréable nouveauté dans le programme des AAM, dont beaucoup espèrent le renouvellement.

Y.L.

STAGE THÉÂTRE

au Belvédère du Rayon Vert à Cerbère

Du 24 au 29 avril 2023

PROGRAMME :

Le matin de 10 à 13 heures : échauffement du corps et de la voix, exercices de diction, respiration, mise en situation du corps dans l'espace, gestuelle, techniques de mémorisation.

L'après-midi de 14 à 17 heures : exercices d'improvisation dramaturgique et construction d'un personnage avec travail d'un rôle.

Présentation publique des travaux d'atelier à l'issue du stage.

L'ensemble de cette formation est basé sur un pro-

cessus de développement de la confiance en soi au moyen du théâtre : libérer l'expression, développer sa créativité, solliciter l'imaginaire, favoriser l'aisance de la prise de parole.

Chantal et Daniel Mesini ont joué et mis en scène plus de quarante spectacles dans des théâtres nationaux et à l'étranger, pour France3 avec Michel Galabru et dirigé d'importants événementiels avec Richard Bohringer

Renseignements, inscriptions 06 76 54 41 40

Contact : daniel.mesini@orange.fr

Cinéma

Interdit aux chiens
et aux Italiens

Un petit bijou d'animation pour saluer le courage de ces Italiens exilés bien déterminés à se faire une place dans la France xénophobe du début du XX^e siècle.

Is ont fui la pauvreté en Italie. Alain Ughetto retrace leur périple et leur rend hommage dans ce film pétri de poésie, entremêlant petite et grande Histoire.

Entre 1876 et 1985, plus de 27,5 millions d'italiens ont dû quitter leur pays pour fuir la misère, le fascisme. On estime aujourd'hui à 7 % le nombre de Français d'ascendance italienne. Redonner existence aux ombres du temps et rendre hommage à sa famille, telle est la mission à laquelle s'est attelé le cinéaste français.

Le récit est tissé par son dialogue avec sa grand-mère Cesira une marionnette de 23 centimètres, d'une étonnante humanité et à laquelle Ariane Ascaride prête sa voix et son talent.

Un film à la fois tendre et rude, intime et historique, poétique et réaliste. Au gré des pérégrinations de sa très attachante famille, Alain Ughetto restitue des fragments de mémoire d'un siècle. Sa main s'immisce régulièrement dans le champ, comme un personnage à part entière, pour tendre un outil à l'un de ses aïeux. Il faut avoir des mains pour bâtir, nous dit Alain Ughetto, mais aussi pour caresser la joue d'un enfant. Avec cet incomparable humour italien, empreint de douceur envers et contre tout, à travers une animation dont l'apparence bricoleuse masque modestement un travail très élaboré, l'imaginaire et le réel se tricotent pour rendre cette évocation palpable. « *On n'est pas d'un pays, on est de son enfance.* » Bouleversant...



E.B.

Spectacle

« Oraison »
par la Compagnie Rasposo,
le cirque revisité

Pas moins de six représentations, toutes comblées, dans le Carré de l'Archipel pour ce spectacle explosif et acrobatique à voir de 7 à 97 ans. Pour cet *Oraison*, dans une mise en scène de Marie Molliens (dont on avait apprécié il y a quelques années *La Dévorée*), un chapiteau de cirque avait été installé dans la salle du Carré. Au son d'une musique rock assourdissante, interpellé par une sorte de bonimenteur de foire, le public, en nombre

limité s'installe sur des gradins en bois avant d'être embarqué dans un tourbillon sonore et visuel. La tradition du cirque est respectée, clowns, époustouflante funambule, lanceuse de couteaux -pour une fois c'est la femme qui lance et l'homme qui est debout en face-, habits de lumière...Mais la compagnie y ajoute sa patte d'humour décalé, des séquences musicales avec Bach et Vivaldi (par une violoniste virtuose), des chiens, des numéros qui se jouent à

travers un voile tombé devant les yeux des spectateurs. Dans cette joyeuse effervescence le public rit beaucoup, s'émerveille, toutefois la cruauté n'est pas absente, on peut même déceler une certaine inquiétude, preuve que ce cirque là n'est pas pur divertissement. Au final une paroi s'ouvre et le public se trouve face à l'agitation de l'avenue Leclerc, retour au quotidien.

N.G.



Oraison funambule.

© Ryo Ichi

Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site.
www.letc.fr

Archipel

Un concert d'exception ”



© OCE, 04/2015, photo Arthur Requijn

Philippe Herreweghe et l'Orchestre des Champs-Élysées à l'Archipel.

L'immense chef belge, pionnier de l'interprétation du répertoire baroque, était pour la première fois sur la scène de l'Archipel dimanche. Un moment d'exception. Au programme, Mendelssohn et Schubert, deux génies, tous deux morts bien trop jeunes, laissant une œuvre grandiose, impérisable. Un choix qui montre une inclination de plus en plus marquée de Philippe Herreweghe, baroqueux, grand interprète de Bach, vers la

musique classique et romantique.

De Mendelssohn c'était le célèbre Concerto opus 64 pour violon. Pour celui-ci l'orchestre avait invité la violoniste Francesca Dego. Dans sa longue robe dont les paillettes scintillaient à chaque mouvement d'archet, cette jeune artiste se révélait souveraine, impressionnante de virtuosité. L'orchestre lui répondait à la perfection. Avec la Symphonie n°9 de Schubert, l'orchestre explose, on suit

la musique comme on découvre une narration, captivé. Une œuvre qui est un monument, par sa durée (entre 50 à 65 minutes selon le chef), par sa puissance, par les multiples univers qu'elle fait émerger. De quoi mesurer ce que peut réaliser un chef de la carrure de Philippe Herreweghe, qui, pourtant ne se perd pas dans de grands effets. Quelques gestes presque furtifs, des mimiques et le miracle a lieu.

Nicole Gaspon

LIVRE

Polar d'après confinement

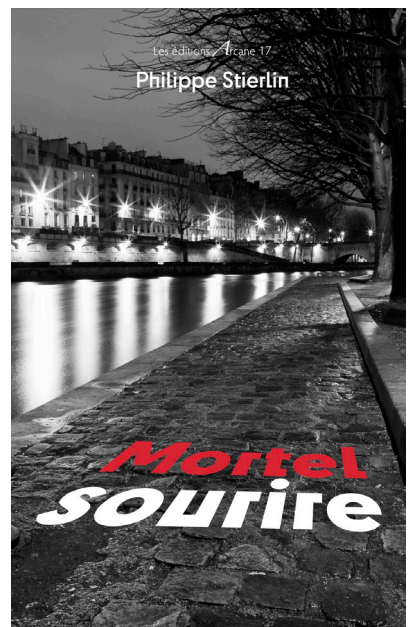
Philippe Stierlin signe un troisième polar, une nouvelle enquête du commissaire Jasper.

Après *Une mort si tranquille* (Éditions du Losange) et *Les morts sont sans défense* (Arcane 17), Philippe Stierlin publie *Mortel sourire* (Arcane 17). Beaucoup de mort dans les titres, beaucoup de morts dans les intrigues, avec cet auteur on a du polar, et du bon. Rappelons que Philippe Stierlin était venu présenter son deuxième opus lors de la fête du TC 2018. L'occasion de découvrir quelqu'un de chaleureux et plein d'humour. De l'humour, il en a à revendre, même dans ses romans passablement noirs. C'est ce qui fait le charme de son écriture, et que l'on retrouve dans ce *Mortel sourire*. Ce livre recèle tous les ingrédients du polar, plusieurs morts inexpliquées qui, au fil de l'intrigue s'avéreront liées, une femme fatale, et un enquêteur neurasthénique et futé. On l'aime bien le commissaire

Jasper, angoissé, beaucoup par sa santé, un poil misanthrope, bien aidé par son second Vallée. Le roman se situe en pleine pandémie COVID, ce qui donne lieu à quelques pages savoureuses sur ce thème et permet d'introduire un sujet qui, visiblement, tient à cœur à l'auteur, les pratiques douteuses, voire mafieuses, des grands groupes pharmaceutiques. Voilà donc le lecteur embarqué dans une intrigue aux mille ramifications, pleine de fausses pistes et de chausse-trappes. En même temps on suit de près les états d'âme compliqués du commissaire, comme ceux des différents suspects. C'est bien ficelé et écrit d'une plume alerte mâtinée d'humour noir.

N.G.

Éditions Arcane 17, 17€.



Réforme des retraites

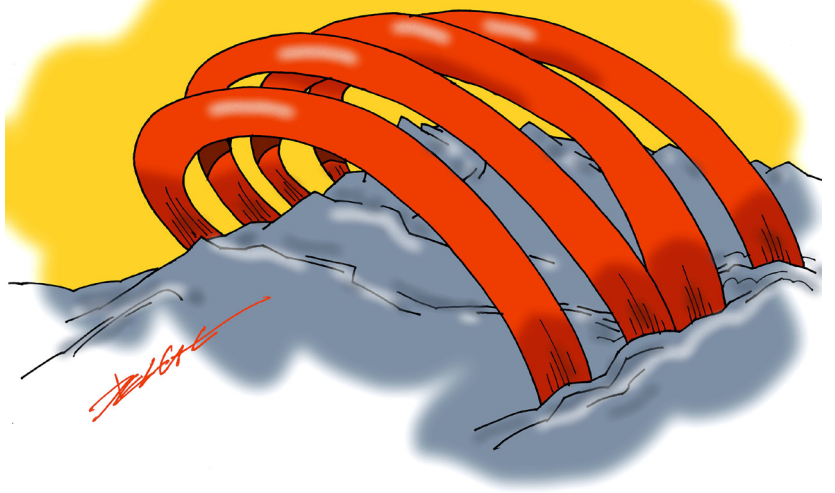
On ne veut pas mourir au travail

Les Français expatriés, renforcés par les militants syndicaux et politiques catalans ont organisé un rassemblement de solidarité devant le Consulat de France à Barcelone.

Les mécontents ont exprimé leurs raisons : « *La réforme nous touche tous, nous les Français qui vivons à l'étranger et bien sûr à Barcelone. Les expatriés, surtout ceux qui font une carrière à cheval entre la France et l'Espagne, auront cotisé toute leur vie pour une retraite qu'ils ne pourront pas forcément percevoir en raison du nouvel âge de départ. Cette retraite est d'une injustice criante pour les femmes et les métiers présentant de la pénibilité. Évidemment, depuis Barcelone nous sommes totalement solidaires des Français de l'Hexagone* » a expliqué un jeune étudiant. Un représentant des personnels du lycée français de Barcelone a renchérit : « *on ne veut pas mourir au travail à la Molière, ce n'est pas son idéal de vie.* »

Ray Cathala

"Réforme" des retraites : les Catalans du Sud solidaires !



Prix

Une inflation galopante

Les produits frais et laitiers particulièrement touchés.

Il n'y a pas que la température de l'air qui monte en ce début d'année. Une colère froide, sourde, souterraine progresse dans les foyers populaires des villes et des campagnes contre les incessantes hausses des prix. Selon plusieurs enquêtes, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 15%. Ceux de l'électricité montent de 15%, tandis que ceux des carburants risquent de repartir à la hausse. De plus en plus de familles n'en peuvent plus. Sur un an, les prix de l'alimentaire ont augmenté de 12,2%, selon l'Insee. Particulièrement concernés par cette hausse : la crèmerie (+17,43% sur un an), les surgelés (+16,21%), l'épicerie salée (+14,05%) et les produits frais (+13,6%). Tous les produits ne sont pas impactés de la même manière par ces hausses de prix. Parmi les produits les plus touchés, on peut noter la viande surgelée qui a augmenté de 32%, les mouchoirs en papier ont augmenté de 30% ou les essuie-tout de 29%. Plus 114 % pour l'huile de tournesol, 31 % pour le riz basmati ou 28 % pour le sucre en poudre... Tous les rayons sont touchés. Ces hausses pourraient se poursuivre en 2023 car les supermarchés et les industriels de l'agroalimentaire sont actuellement en pléines négociations pour

Le pouvoir d'achat des Français en berne



discuter des prix. Le président du comité stratégique E.Leclerc, Michel-Edouard Leclerc, a d'ores et déjà dit s'attendre à un « tsunami » d'inflation alimentaire en 2023. La question est posée : « *C'est quand qu'on aligne les salaires et les pensions sur l'inflation ?* ».

Jacques Pumaréda

Espagne



¡ Siempre adelante !
Depuis la victoire de la gauche en 2018, le Smic a augmenté de 35%
France 49.3 - Espagne 99.3

France, l'article 49.3 de la constitution opposée au débat sur les retraites et le budget a mis en colère les français. En Espagne, le montant de 99.3 millions d'euros injecté dans l'économie sociale séduit les salariés espagnols. La communiste Yolanda Díaz, ministre du travail et de l'économie sociale en Espagne, a annoncé une augmentation de 8% du salaire minimum interprofessionnel en accord avec les syndicats des travailleurs UGT et CCOO. Celui-ci atteint les 1 080€ bruts par mois sur 14 mois ou 1 260€ sur 12 mois, avec effet immédiatement. La ministre n'a pas totalement obtenu gain de cause car elle souhaitait une hausse de 8,4 % pour contrebalancer l'inflation, mais le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Si cette hausse doit « améliorer la vie de près de 2 millions de travailleuses et de travailleurs » dit Yolanda Díaz, l'objectif du gouvernement est d'atteindre les 60% du salaire moyen espagnol. Celui-ci s'élevait à environ plus de 2 000€ par mois en 2020, le SMIC que vise donc le gouvernement pour 2023 est d'environ 1 200€. Ce pays est encore loin du salaire minimum le plus élevé de l'UE : Luxembourg 2 387€ bruts en 12 mois, Allemagne 1 987€, France 1 709,28€ (6^{ème} position) mais il avance à grands pas.

R.C.

Notre force 77

Le mouvement social contre le projet de réforme des retraites a été l'occasion de faire ressurgir du passé les autres mouvements sociaux qui ont secoué l'ordre dominant depuis quelques décennies. Les lectures qui en sont faites peuvent nous aider à appréhender le moment que nous vivons. Laissons 68 aux étudiants de 2023 qui affirment à Macron « *Si tu nous mets 64, nous, on te remet 68* ».

Et un

Dans les années 80, à l'occasion de la première cohabitation Mitterrand Chirac, à partir de 1986, un certain Devaquet va mettre le feu aux poudres dans les universités avec une loi pour bien sûr la « *réformer* », en langage clair pour sélectionner les étudiants, renforcer l'autonomie des universités, mettre fin aux diplômes nationaux et augmenter les droits d'inscription. Une « *réforme de droite* » ! Elle aura la réponse qu'elle mérite : grève des étudiants, manifestations, participation des lycéens. Des centaines de milliers de manifestants. Des violences. Un mort Malik Oussekine. Devaquet démissionne. Chirac retire le projet. La rue a eu sa petite influence...

Et deux

Quelque 10 ans plus tard, la droite qui n'a pas de mémoire, se met en tête de « *réformer* » à nouveau les retraites et la sécurité sociale, en imposant aux fonctionnaires et aux entreprises publiques les mesures imposées au privé par la réforme Balladur en 93. Ce sera le plan Juppé

de 95 : 40 ans de cotisation pour tous, mise au pas budgétaire de la sécu, blocage des allocs. Que du social ! Il faudra des semaines de grève, des manifs quasi quotidiennes pour que Juppé-Chirac comprennent ce que la rue dit. Échaudés par un mouvement de masse inattendu, l'idée de « *réformer* » est mise au placard quelque temps.

Et trois

Si ce n'est qu'un sinistre ministre de l'éducation de Jospin, Allègre, dès la fin des années 2000, s'est mis en tête de s'attaquer au mammoth qu'il voyait partout dans ses services, ses écoles, ses lycées, jusqu'à énerver prodigieusement des enseignants qui subissaient des crises d'amaigrissement qui pouvaient faire crever le service public. Et c'est reparti, grèves, manifs, pour exiger un plan de développement et le départ du trublion. L'académie de Montpellier est aux avant-postes. Jospin se séparera de son copain, créera un plan d'urgence qui aujourd'hui ferait un peu rêver. Merci la rue !

Merci la rue aussi en 2006 pour avoir poussé à mettre au placard le projet de CPE (contrat première embauche).

Mais reconnaissons qu'elle n'est pas toute puissante, Fillon est parvenu à imposer la durée de cotisation à 40 ans pour atteindre 41 ans en 2012 et la cochonnerie du système de la décote qui rogne votre retraite si vous ne les avez pas. Woerth, en 2010, met dans le paysage les 62 ans pour 2018. Les régimes spéciaux seront « *réformés* ». La « *gauche* » s'y



© Anne-Christine Poujoulat/AFP

met aussi, Marisol Touraine, en 2014, impose une durée minimale de 43 ans, avec des mesures d'accompagnement à base de vaseline. Borne et Macron reprennent la recette et les mêmes arguments éculés.

Mais un mouvement social, unitaire, déterminé, plus massif que jamais, veut faire la démonstration, veut dire la conviction du plus grand nombre que les richesses de ce pays autorisent d'élargir un droit fondamental à vivre pleinement sa vie d'après le travail avec les moyens qui vont avec. Cela impose du temps, de la santé, des montants de pensions suffisants, une considération sociale nouvelle pour des aînés. En clair d'autres perspectives que celles d'être grignotés sans fins sous des prétextes fallacieux par des politiciens amoureux du capital au point d'en oublier la vie.

Jeunes et moins jeunes dans les rues en 2023, nous restons et resterons, comme 86, 95, 2000, 2003, 2006 ... du côté de la vie. C'est notre force !

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par **DELGE**

Coup de vice : la Macronie favorise la motion référendaire du RN !



Sensibilités chatouilleuses : des mots jugés "offensants" retirés du jeu de Scrabble



suivez-nous sur



Scan Moi